



MOSCOU

ORGANE DU 3^e CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

N^o 12. Mardi 7 Juin 1921

Direction: Dénéjny 5, ch. 18.
de 3 à 5 (sauf les dimanches et fêtes)
tél. 77-77 et Kremlin 151.

Secrétaire de la Rédaction: Tverskaïa 48.
de 6 à 8 (sauf les dimanches et fêtes)
tél. 5-48-10 et 3-79-05.

Les communistes allemands traqués.

C'est demain que commence le procès intenté au président du Parti Communiste Unifié d'Allemagne le cam. Brandler, dont l'affaire est instruite depuis la fin d'avril. On impute au cam. Brandler la part qu'il a prise aux journées de mars et le tribunal extraordinaire trouvera certainement assez de prétextes pour l'envoyer à la potence. Il s'agit ici d'une question de principe, à savoir si le président du Comité Central d'un parti peut oui ou non être responsable des actions d'une organisation locale à lui soumise. Le procureur aura du fil à retordre pour trouver les fondements d'une condamnation. Cependant dans la personne de Paul Levi la justice réactionnaire trouve un témoin à charge tel, qu'elle n'en pourrait souhaiter de meilleur. Un procureur consciencieux peut très facilement tirer de la brochure "Notre voie" une accusation de haute trahison contre le Comité Central du V. K. P. D. en son entier. De cette façon Levin'a pas seulement fait le jeu de la contre-révolution qui maintenant se plaît à citer la brochure susnommée en confirmation de ses attaques contre les communistes, il s'est fait encore le complice de la justice blanche. Quelle ironie après cela respirent ces paroles de Levi lors de sa sortie du Comité Central: "Je n'en ferai pas moins mon service en qualité de simple soldat du Parti Communiste".

Le télégraphe nous a apporté samedi une communication extrêmement intéressante d'après laquelle les scheidemanniens auraient l'intention de déposer sur le bureau du Reichstag un projet d'amnistie pour ceux qui ont pris part aux journées de mars. Est-ce que cela voudrait dire que les Scheidemann, Hilferding et consorts ont enfin entendu les roulements du tonnerre d'un orage qui mûrit jusque dans leur propre Parti? Le fait que les traités de la classe ouvrière témoignent soudain d'une compassion inattendue à l'égard des victimes des répressions de mars et que pour les beaux yeux des communistes ils veulent maintenant cesser les hostilités, nous paraît assez peu croyable. L'occasion était trop favorable pour sacrifier ainsi, sans plus, les chances de succès. L'état de guerre déclaré en Allemagne avait permis aux social-réformistes de développer leur propagande sans obstacles. En Allemagne Centrale le maréchal des faubourgs et le sanglant molosse de la réaction Horsing a prohibé non seulement notre "Klassenkampf" qui n'a pu paraître qu'une seule fois, mais aussi un nouveau journal communiste. Le nouveau chef de l'organisation régionale à peine nommé fut arrêté et nos employés, des gens à toute épreuve, sont en partie assassinés, ou bien en prison, ou bien encore se sont enfuis comme des bêtes traquées devant les meutes de la Justice blanche. Les réunions politiques et les travaux de préparation pour des écrits de propagande sont rendus complètement impossibles. Tout un état-major d'anti-bolchéviks agissants, recrutés parmi les social-traitres, travaillent à la sueur de leurs fronts pour recruter de nouveaux membres et pour repeindre la belle robe rouge de l'Allemagne Centrale en rose pâle ou bien plutôt en jaune. Nous ne doutons pas qu'un certain nombre de membres officiels du V. K. P. D. se laisseront prendre à la glue du S. P. D. et de l'U. S. P. Pour qui connaît les conditions de l'Allemagne du Centre et particulièrement l'histoire du mouvement ouvrier de Mansfeld, il n'y aura rien d'étonnant à ce qu'une grande partie des membres du Parti, ceux qu'on peut appeler les communistes par intérêt, soient tout autre chose que des gens d'action, probes et idéalistes. A Mansfeld les syndicats des ouvriers des mines de cuivre étaient jusqu'en 1912 comme l'Eldorado du mouvement ouvrier jaune. On y venait de loin, des agents réactionnaires de l'étranger y étaient envoyés pour y étudier les principes du syndicalisme jaune. Toutefois la brutale exploitation des entrepreneurs, si elle n'a pas réveillé les libres consciences, a néanmoins ouvert un large champ d'action à la propagande communiste. C'est ce qui explique pourquoi le travail de nos propagandistes dans cette région, pendant et après la révolution,

fut particulièrement fructueux. Naturellement il n'était pas possible d'éduquer les masses dans le courant d'une année jusqu'à en faire des communistes, d'autant plus que la propagande fut restreinte par les luttes continuelles qu'il fallut entreprendre contre les réactionnaires et aussi à cause de la tactique de l'U. S. P. qui possédait la majorité avant le Congrès de Halle; on dut se borner à des révolutions et des protestations. Néanmoins c'est justement ici en Allemagne du Centre, que s'est formé le noyau le plus solide de l'armée communiste, noyau qui demeure l'avant-garde de l'armée rouge.

Entre temps, les tribunaux blancs continuent à sévir avec la même brutalité. Plus de 1.500 années de prison, quelques condamnations à mort ou à la détention perpétuelle — voilà le bilan de la justice fulgurante des tribunaux extraordinaires. La presse des social-démocrates pas plus que celle des indépendants n'ont presque rien fait jusqu'ici pour s'opposer à la furie des tribunaux blancs. Or, la contre-révolution ne s'arrête plus aux seuls communistes, elle étend la main vers les rangs des partis qui leur sont un soutien.

Et les Wels et les Hilferding ne sont plus maîtres des mauvais esprits qu'ils ont eux-mêmes déchainés. Quant aux ouvriers qui, par la campagne entreprise dans la presse bourgeoise et socialiste, aussi bien que par les mensonges de la bureaucratie syndicale, ont été induits en erreur, il semble bien qu'ils commencent à comprendre qu'il ne leur faut pas chercher bien loin leurs ennemis, qu'il sont parmi eux et c'est à ce réveil de la conscience ouvrière qu'il faut attribuer le changement, à première vue paradoxal, de la tactique des scheidemanniens.

Les journées de mars se sont terminées par une défaite, il est vrai, mais elles ont eu aussi pour résultat une épuration des rangs du Parti Communiste, et en outre elles ont fourni une excellente leçon à ceux mêmes qui se sont abstenus d'y prendre part. La véritable chasse à courre dont les communistes ont été l'objet a eu des résultats diamétralement opposés à ceux qu'en attendait la meute hurlante. Le front de combat des communistes est plus fort que jamais et aucune persécution, si ignoble soit-elle, ne sera en mesure de le rompre.

JOSEPH SCHNEIDER.

LA SITUATION INTERNATIONALE DE LA RUSSIE SOVIETISTE.

II.

C'est surtout dans les relations avec l'Angleterre que les traits essentiels de la politique extérieure de la République Soviétiste ont trouvé leur expression la plus prononcée.

La position dominante qui appartenait depuis longtemps à la City dans le système économique mondial, le rôle de dominatrice des mers qui a toujours été le privilège de l'Angleterre, ont pour résultat naturel ce fait que les dirigeants britanniques se distinguent entre tous par l'ampleur de leurs horizons et l'envergure de leurs vues. Ils sont pour ainsi dire les détenteurs attitrés de l'esprit politique collectif du monde capitaliste. La crainte folle devant la révolution et devant la marche du communisme est un sentiment qui possède bien moins les dirigeants britanniques que leurs confrères des autres pays. Ils sont donc capables de considérer avec plus de sang-froid les rapports généraux et les forces motrices essentielles du moment historique actuel.

Nous retrouvons dans les discours et dans la politique de Lloyd George, plus souvent chez lui que chez les autres, ces traits distinctifs de l'esprit politique britannique, cette compréhension générale des intérêts fondamentaux de la société capitaliste. Nul n'a vu aussi clairement que Lloyd George et consorts le rôle immense de l'interdépendance économique universelle dans la crise mondiale actuelle. Nul parmi les hommes d'Etat des gouvernements capitalistes n'a aussi bien compris que Lloyd George la nécessité inéluctable d'une coopération entre les gouvernements capitalistes et communistes. Le caractère de développement ralenti qui est celui du moment présent lui apparaît si clairement qu'il se berce même de l'espoir de modifier graduellement la nature de la révolution ouvrière et paysanne par le jeu naturel de cette interdépendance économique mise en action. On peut dire que c'est presque avec un seul et même programme que, lui et nous, nous abordons ce problème d'une coopération entre les deux pôles historiques: avec le même programme, mais avec des idées fondamentales diamétralement opposées. Pour lui comme pour nous, c'est un duel pacifique qui s'engage entre le monde capitaliste et le monde soviétiste. Seulement lui il est persuadé que c'est le premier qui triomphera dans ce match grandiose, tandis que nous avons la conviction contraire.

Nous ne nous faisons aucune illusion sur les sentiments véritables que Lloyd George et consorts nourrissent à notre égard. Nous considérons le traité anglo-russe comme un simple point de départ: le développement de bonnes relations entre les deux pays ne sera obtenu qu'à la suite d'efforts prolongés et continus, pendant lesquels notre jeune diplomatie prolétarienne devra toujours être sur ses gardes pour obtenir que les engagements de notre partenaire soient effectivement

réalisés. Mais si les dirigeants britanniques ont eu la compréhension des besoins présents à un degré suffisant pour entrer dans cette voie et pour conclure le traité anglo-russe, nous avons d'autant plus de raisons d'espérer qu'ils continueront à marcher dans la même direction et à développer le système inauguré par ce traité.

Les divergences mêmes d'intérêts politiques qui divisent nos deux gouvernements en Asie ont été une raison de plus qui a amené le gouvernement britannique à chercher la sauvegarde de ses intérêts dans un compromis sur ce terrain avec la République Soviétiste. Cette dernière ne manquera point pour sa part de remplir entièrement et fidèlement ses engagements. Là aussi, un travail diplomatique prolongé nous attend sans doute, car l'existence seule de la société ouvrière et paysanne russe, de cette grande puissance des travailleurs, est une source naturelle de phénomènes politiques nuisibles aux intérêts des dirigeants politiques britanniques en Asie.

Écarter par des efforts assidus tout ce qui pourrait de part et d'autre ébranler le système de coopération décollant entre nos deux pays du traité anglo-russe, voilà la tâche qui s'impose à notre diplomatie prolétarienne dans ses rapports avec l'Angleterre, et à la diplomatie traditionnelle et aristocratique de l'Angleterre dans ses rapports avec nous: nous sommes persuadés que la base historique de notre traité et du programme politique et économique qui s'y incarne est assez large et assez solide pour que cette oeuvre puisse durer et porter tous ses fruits.

Toute autre est l'attitude de la France dans toutes les régions territoriales et dans tous les domaines politiques et économiques. Seule la crainte de maux encore plus terribles que ceux qu'elles ont subis jusqu'à présent empêche l'Angleterre et la France d'engager un conflit général et universel. Leurs vues politiques sont profondément divergentes, leurs méthodes économiques sont diamétralement opposées, elles sont aux prises en Allemagne et en Pologne, leurs systèmes politiques diffèrent radicalement dans l'ancienne monarchie des Habsbourg aussi bien qu'en Turquie et en Asie Mineure. Leur politique vis-à-vis de la Russie Soviétiste est un duel permanent mal déguisé. Le sentiment qui a constamment dominé le gouvernement français, c'est une haine irréconciliable contre la Révolution Soviétiste. Déjà en 1917 sa haine envers nous était aussi farouche, avant même la dénonciation par la Russie ouvrière et paysanne des dettes du tsarisme, dénonciation qui ne fut ressentie nulle part aussi vivement que dans ce pays de rentiers et de finances improductives. Jusqu'à présent, derrière toutes les intrigues dirigées contre notre sécurité et contre notre existence même, derrière toutes les menées souterraines de toute nature, tramées à l'intérieur de

la Russie Soviétiste, c'est toujours la France que nous retrouvons comme initiatrice de ces menées, comme protectrice de nos adversaires déclarés et de nos ennemis clandestins. Les commerçants français auraient cependant des denrées à nous écouler. Le capital français aurait des profits à tirer de l'établissement de relations normales avec la Russie. Mais les forces qui agissent dans ce sens en France n'ont pas encore pu renverser les murailles qui ferment toute issue entre les deux pays.

Ce qui jusqu'à présent reliait plus étroitement encore le gouvernement français à la contre-révolution russe la plus conservatrice, c'étaient les éléments stratégiques et militaires qui n'ont dominé la politique d'aucun pays autant que celle de la France. C'est la crainte de l'Allemagne ressuscitée, c'est le désir de se constituer à tout prix, contre ce danger futur, une alliance d'une force décisive, qui a toujours conduit le gouvernement français à s'unir étroitement à tous les généraux tsaristes qui lui promettaient le renouvellement de la vieille alliance russe des Boisdeffre et des Poincaré.

Le fait le plus marquant de la politique française actuelle est l'effacement graduel du système purement militaire devant des visées économiques et des velléités d'appropriation industrielle pure et simple. Ce n'est plus un moyen de pression sur l'Allemagne que la France cherche sur la Ruhr, c'est un "gage productif", d'après l'expression courante, c'est-à-dire que son but avoué et cynique est de s'emparer du charbon et du minerai de cette région. De même en Silésie, ce que les dirigeants français veulent actuellement, c'est s'emparer des richesses du sous-sol par la main des Polonais, que la France, malgré leur désir d'émancipation, cherche encore à retenir sous sa tutelle. En Pologne même, ce que la France veut, c'est profiter du naphte, c'est d'autre part écouler le surplus de ses marchandises. Le traité de commerce, que la France veut imposer à la Pologne malgré elle et qui revient à un pillage en règle de cette dernière, est encore une des caractéristiques de la politique française. En Asie Mineure, où les organes dirigeants de la presse française appelaient l'Entente à ébranler la politique extérieure de la Russie Soviétiste détestée en comblant la Turquie de bienfaits pour en faire un boulevard contre le bolchévisme, c'est une appropriation cynique des meilleures parties de l'Anatolie qui constitue la substance du projet de traité avec Bekir Sami, traité par lequel la France s'est détachée de l'Angleterre sans parvenir à se rallier la Turquie.

La politique d'Etat-Major avait de plus en plus conduit la France à un isolement politique, les aspirations de rapacité pure et simple qui lui ont succédé l'amènent de plus en plus à s'opposer aux autres puissances. Les hommes politiques à longue vue de la Tamise voient avec une parfaite clarté l'importance qu'il y a pour les intérêts fondamentaux de la société capitaliste, ainsi que pour les intérêts spéciaux de la City, à conserver en la personne de l'Allemagne un organisme économique viable et produisant. Les partisans français de la rapacité pure et simple, qui veulent s'emparer de tout ce qui forme la base de la production allemande, ont cherché un contrepoids à leurs rivaux britanniques en tendant la main au nouveau président américain. Mais l'intervention de ce dernier déçut une fois de plus les espoirs de la politique de pillage chère au quai d'Orsay et aida Lloyd George à mettre en déconfiture Briand.

En Russie aussi, la politique d'Etat-Major ne fut pour la France qu'une source de déception. Au moment même où elle soutenait les généraux tsaristes, elle voyait aussitôt surgir devant elle les contours naissants d'une alliance embryonnaire entre la monarchie russe espérée et un kaiser futur restauré. Lorsque la France cherchait à baser sa politique sur une Ukraine servile, elle rejetait par là même ses protégés tsaristes dans les bras de la réaction allemande. Et ces protégés pétluriens eux-mêmes, après tous leurs traités secrets avec la France, après lui avoir promis des profits incalculables, se sont trouvés et se trouvent encore en relations intimes avec un archiduc autrichien, avec les intrigues et les espérances d'une Europe Centrale reconstituée. Après avoir changé coup sur coup de protégés et d'instruments en Russie, c'est

actuellement sur les socialistes-révolutionnaires que la France base ses dernières espérances pour la contre-révolution qu'elle a encore l'idée fixe de rechercher en Russie. Mal servi comme toujours par ses délateurs et ses espions, le gouvernement français a cru voir dans les quelques bandes de brigands qui inquiètent un petit nombre de provinces agricoles, un grand mouvement paysan contre le régime soviétiste lui-même. Nous ne savons pas encore si le gouvernement français s'est déjà rendu compte de sa déception et s'il voit que la grande masse des paysans russes est un pilier de la révolution soviétiste et non pas un instrument de la contre-révolution.

Quelle sera la nouvelle ombre que le gouvernement français poursuivra après ce nouveau désappointement, un avenir prochain nous le montrera. Ce mélange d'idées abstraites irrationnelles et de rapacité élémentaire à courte vue qu'est la politique française a produit une série de mirages et de coups d'épée dans l'eau. Actuellement il semble que ce soit le panasiatisme contre-révolutionnaire du Japon que la France veuille endosser dans ses efforts pour susciter ne fût-ce que du côté de l'Extrême-Orient un adversaire quelconque à la Russie Soviétiste détestée. Marchant à l'encontre de l'histoire et au rebours des forces motrices de l'époque actuelle, la politique française ne peut produire que des avortements et ne peut aboutir qu'à des impasses ou à des déceptions sans nombre.

GEORGES TCHITCHERINE.

Un message de Macmanus aux militants anglais.

Camarades, nous vivons à une époque difficile. La main pesante du capitalisme a empoigné notre Parti à la gorge et veut étouffer la vie nouvelle que nous avions fait surgir.

La semaine dernière, nos sections ont été soumises à des perquisitions et pas un chiffon de papier n'a échappé à la confiscation. Les livres de nos bibliothèques ont été saisis et les typographies mises hors d'état de fonctionner. Les membres du Secrétariat Général ont été arrêtés et jetés en prison.

Quelque temps après, le cam. Robert Stewart, chef de l'Organisation Nationale fut également arrêté et incarcéré pour un discours prononcé récemment; on l'a condamné à trois mois de hard labour. Beaucoup d'autres membres de notre Parti ont eu le même sort, si bien que le nombre total des détenus, à l'heure où j'écris ces lignes, s'élève à 60. Et les appétits des vautours ne sont pas encore rassasiés, semble-t-il: „de nouvelles arrestations sont imminentes“, lisons-nous dans les journaux.

Avant tout, camarades, il nous faut tenir bon.

Connaissant nos dirigeants, nous devons bien nous dire que non seulement notre aurore doit forcément être précédée de la nuit, mais encore que cette nuit sera extrêmement sombre. Désespérés, démoralisés qu'ils sont en face des dévastations causées par les éléments qu'eux mêmes ont déchainés en 1914, et tout à fait incapables de se rendre maîtres du désarroi qu'ils ont eux-mêmes suscité, la rage les prend. Et comme toutes les bêtes enragées, ils ne savent plus que rugir, mordre et griffer.

Même l'insidieuse fourberie qui avait sans conteste occupé la première place dans la politique et la diplomatie mondiales, a cédé à présent la place à un argument unique, qui est la violence, la force brutale.

Fort bien; ils n'iront pas loin de ce train là. Ils feront bien de reprendre en mains leurs manuels, avant qu'il ne soit trop tard. Les nouvelles forces sociales qui surgissent isolément stimulent ce qu'on appelle l'adaptation; tout régime qui n'arrive ni à s'adapter à ces forces, ni à les enrayer, commence dès le moment de leur naissance à travailler à sa propre perte.

Et quand un agrégat de pareilles forces sociales réussit se développer sans qu'on leur accorde le moindre intérêt et sans que rien ait été entrepris pour aider à leur développement régulier, alors malheur au régime en question, car il est menacé d'une ruine imminente.

Lorsque ces forces longtemps comprimées, jaillissent au dehors, alors c'est la Némésis. Il faut alors que l'un des deux périsse, ou bien l'ancien système, ou bien les forces nouvelles. Or, les lois de la vie sont pour tout ce qui est jeune.

C'est pourquoi, camarades, quoi qu'il advienne, nous ne devons à aucun prix abandonner la lutte. La classe ouvrière a plus que jamais besoin de notre propagande; il faut qu'elle nous entende dénoncer hardiment l'absurdité du régime capitaliste. Les événements qui se sont écoulés au cours des dernières semaines ont montré l'absolue nécessité d'une organisation franche et probe telle que le

Parti Communiste, et la lutte engagée à l'heure présente par les ouvriers exige justement une direction bien définie, que seul le Parti peut donner. Les travailleurs se rallient en nombre chaque jour plus grand sous les plis de notre drapeau. C'est la preuve que le Parti fait du bon travail. Les persécutions de nos dirigeants montrent qu'ils nous apprécient à notre juste valeur, et c'est ce qui explique les récentes tentatives qu'ils ont faites pour étouffer notre voix. *Mais notre voix ne doit pas être et ne sera pas étouffée!*

La rigueur de leurs persécutions doit donner la mesure à la vigueur de notre protestation. Encore une fois, camarades, tenez ferme! Ne laissez pas tomber le noble drapeau que nous avons réussi d'un commun effort à élever au dessus de nos têtes.

ARTHUR MACMANUS.

Le mouvement des femmes communistes en Allemagne.

Le Secrétariat National Féminin du Parti Communiste Unifié d'Allemagne présente à la 2ème Conférence Internationale des Femmes un rapport détaillé par lequel nous apprenons avec joie que le mouvement des femmes communistes en Allemagne a fait depuis le Congrès du Parti en décembre 1920 des progrès extrêmement sensibles. Il y a dans le Parti environ 15% des femmes c'est-à-dire 50.000. Et il faut bien remarquer que chez nous il ne suffit pas, comme chez les mencheviks, par exemple, que les femmes payent leurs cotisations et votent aux élections pour les social-démocrates; les femmes communistes, une fois entrées dans le Parti, ont pris sur elles la lourde tâche de prendre part en tant qu'actifs compagnons d'armes, épaule contre épaule avec leurs camarades hommes, à la lutte pour la destruction de la bourgeoisie et l'avènement de la dictature prolétarienne.

A cet effet, le Secrétariat National des Femmes avait entrepris un grand travail de propagande éducative et politique. Se basant sur les principes indiqués par l'Internationale Communiste pour la propagande parmi les femmes, la Commission pour l'agitation avait créé des groupes locaux et régionaux; son activité s'était étendue également aux grands centres politiques, bien organisés, des rayons de Berlin, Brandebourg, Allemagne Centrale, bassin du Rhin et Westphalie, Saxe. Celles des camarades qui avaient assumé la direction des commissions locales et régionales entraient avec voix délibérative dans les organisations parallèles du Parti. Par l'édition d'un grand nombre de brochures écrites en une langue facile „Ce que nous avons à dire aux femmes“; et deux discours de Klara Zetkin: „Les femmes et le Parti Communiste“ et „L'ouvrière, le relèvement économique et la défense de la Russie Soviétiste“; „La mère et l'enfant en Allemagne et en Russie Soviétiste“; „L'ouvrière en Russie des Soviets“; „Les femmes et les élections au Landtag Prussien“), et aussi de feuilles volantes, par la distribution des résolutions du Parti sur la position des enfants, sur la question de l'habitation, sur le Congrès International des Femmes, ces commissions fournirent un travail considérable de propagande parmi les femmes. L'institution de cours à l'usage des femmes pour la préparation théorique des employées de bureaux, l'institution de conférences pour employées et de conférences des femmes régionales en vue d'une préparation organisatrice et politique complétèrent ce travail de propagande. Il y a deux organes de propagande éducative et politique, ce sont: le bimensuel „La Communiste“ et l'hebdomadaire „Pages féminines“ qui peuvent se vanter d'un nombre sans cesse croissant d'abonnés et d'une influence qui ne cesse de grandir. Le tirage de „La Communiste“ était de 26.000 exemplaires en janvier 1921, et trois mois plus tard il s'était élevé à 40.000 exemplaires et il lui fallait songer à l'augmenter encore.

La part prise par les femmes dans les questions politiques et les actions du Parti devient chaque jour plus large et plus active. Tandis que pendant la campagne électorale du Landtag de Prusse en février 1920 il n'y avait qu'en peu d'endroits des représentantes du mouvement féminin dont l'appui au Parti ait été tant soit peu considérable, l'envergure des préparatifs pour le Congrès International des femmes et la part prise par les communistes femmes aux journées de mars montrent que l'élément féminin est de plus en plus conscient des devoirs révolutionnaires qui lui incombent. Les femmes se sont trouvées côte à côte avec les hommes lorsque la troupe de Hösing a voulu écraser le mouvement prolétarien d'Allemagne Centrale. Par leur solidarité avec la grève générale, par l'aide qu'elles ont apportée en qualité d'infirmières, par les soins qu'elles ont pris pour ravitailler

les militants en vivres, elles ont rendu au mouvement des secours inestimables; nombre d'entre elles ont été soumises aux poursuites de la vindicative bourgeoisie et jetées en prison. Les camarades du Parti se rendent compte chaque jour d'avantage de l'importance et de l'absolue nécessité de la propagande à mener parmi les femmes prolétariennes. Et il faut dire à la louange du Parti Allemand que dans cette voie il suit de près le parti Russe. Non seulement le Comité Central du Parti consacre son temps au travail parmi les femmes et lui fournit tout l'appui désiré, mais aussi que les organisations locales se font un devoir de soutenir et de conseiller les organisations parallèles du Secrétariat Féminin. Des secrétariats régionaux sont formés. Jusqu'à présent toutefois, à cause du manque de personnel, on n'a pu mettre sur pied que six de ces secrétariats régionaux dans les centres industriels les plus importants; ils se sont d'ailleurs

comportés brillamment et sont rapidement devenus les centres générateurs d'organisation et d'esprit communiste pour plus d'une région.

Pour terminer indiquons l'intérêt croissant que manifestent les femmes communistes pour les questions internationales. Une conférence de femmes à laquelle étaient représentées toutes les parties du Reich à eu lieu le 7 mai à Berlin; elle y a discuté l'ordre du jour de l'Internationale Féminine et a envoyé l'expression de son étroite sympathie à la Conférence Internationale. Les résolutions adoptées par cette Conférence Nationale feront l'objet des discussions de la 2ème Conférence Internationale des Femmes et aboutiront sans doute à la nécessité qu'il y a de resserrer les liens existants entre les ouvrières communistes de tous les pays et de hâter l'avènement de la révolution mondiale par le concours des femmes prolétariennes du monde entier.

BERTA BRAUNTAL.

A TRAVERS le PAYS SOVIETISTE.

LE COMMERCE EN RUSSIE SOVIETISTE.

Ce qui frappe probablement au moment donné l'étranger qui se trouve en Russie Soviétiste, c'est l'activité commerciale à Moscou et dans d'autres villes russes. Ce fait a l'air de présenter un étrange contraste avec le système de communauté de biens sous le communisme. Il est absolument nécessaire d'insister sur ce fait que la période de la dictature du prolétariat ne représente nullement le communisme. Pendant cette période de transition, le commerce, avec quelques restrictions, est donc parfaitement admissible.

Par exemple il est vrai qu'il y a un an l'activité commerciale en Russie n'avait pas les mêmes dimensions qu'aujourd'hui. Cela s'explique par le changement introduit dans la politique économique de la Russie Soviétiste par l'abolition du monopole d'Etat sur tous les produits agricoles et par l'introduction d'un impôt en nature consistant en une proportion déterminée de ces produits. Le système de monopole était basé sur la conception que les paysans donneraient tout le surplus de leur produits à l'Etat ne gardant que la quantité indispensable à la subsistance de leurs familles. En même temps l'Etat prolétarien devait mettre à la disposition des paysans tous les produits industriels dont ils avaient besoin. Sous ce système le commerce légal était impossible vu que tous les surplus appartenaient à l'Etat. Au contraire, avec le système de l'impôt en nature qui existe maintenant, la paysan, ayant payé l'impôt, peut disposer de ses produits à sa guise. Ainsi le commerce peut se faire par échange du surplus des produits agricoles contre les produits de la petite industrie non-socialisée.

Il est fort naturel qu'on se demande pourquoi la Russie Soviétiste n'avait pas adopté ce plan dès le commencement, et surtout pourquoi on avait introduit le système du monopole d'Etat. Rien de plus facile que d'expliquer ce phénomène: tant que la Russie était obligée de faire la guerre, l'Etat était obligé d'exiger tout de la population agricole afin de pouvoir nourrir l'armée et les habitants des villes non pourvus.

Le monopole d'Etat sur tous les produits des paysans était nécessité par la guerre et n'eut plus de raison d'être aussitôt que la paix fut rétablie. Il fut impossible de le maintenir: 1) parce que c'est seulement pendant que la Russie était menacée par l'ennemi extérieur qu'on pouvait faire comprendre aux paysans pourquoi ils devaient donner tout leur surplus à l'Etat. Les paysans se soumettent volontairement dans la plupart des cas à cette nécessité parce que combattre l'ennemi extérieur, c'était non seulement la défense de l'Etat Soviétiste et de la dictature du prolétariat, mais encore la défense de la terre récemment acquise par les paysans. Les paysans comprennent parfaitement qui si Denikine, Wrangel ou Kolchak l'enversait le Pouvoir des Soviets, les gros propriétaires reviendraient à leurs trousses et reprendraient les terres appropriées par les paysans. Rien que ce fait a rendu le système des monopoles d'Etat acceptable aux paysans. C'est cette même idée qui maintint des millions de paysans dans l'armée rouge comme combattants pour un Etat prolétarien pour lequel ils n'avaient que fort peu de sympathie, et c'est encore cette idée qui leur rendit le monopole sinon agréable, du moins acceptable.

Ce système ne pouvait durer après la cessation de la guerre de défense nationale. Il ne pouvait durer, d'autant plus que ses résultats économiques défavorables se faisaient sentir de plus en plus. Ce système avait produit l'anomalie sui-

vante: le paysan était de fait le propriétaire de sa terre et de tous ses produits, et en même temps (grâce au monopole) il n'en pouvait garder que la partie nécessaire aux besoins de sa famille. Par conséquent tout encouragement à produire plus était supprimé. De cette manière, on peut expliquer pourquoi la surface cultivée commença à se rétrécir depuis 1916 (le monopole des grains ayant été déjà introduit sous le régime tsariste).

Le seul moyen d'empêcher cette réduction, et aussi la tendance à reprendre les formes démodées d'exploitation privée des propriétés économiques, c'était d'abolir le monopole et de fournir aux paysans la possibilité d'augmenter leur revenu par un labeur plus intense.

Voilà quel est le sens économique de ce changement. L'Etat prolétarien veut sans doute empêcher le développement trop étendu du commerce. Cela se fait de deux manières: 1) par le monopole des moyens de transport et de locomotion et 2) par l'aide donnée aux sociétés de consommateurs qui sont toutes désignées pour distribuer le surplus des paysans aux habitants des villes sans autres intermédiaires et en échange de produits industriels.

Ainsi l'abolition du monopole et l'introduction de l'impôt en nature ne représentent pas un pas en arrière, comme l'assurent les mencheviks de tous les pays, mais tout bonnement l'abolition d'un système nécessité par la guerre et qui n'eut plus de raison d'être aussitôt que la paix fut rétablie.

E. VARGA.

— A Moscou a commencé le IIIème Congrès panrusse de la Fédération du Livre.

— Le 26 mai s'est ouvert le Ier Congrès des travailleurs d'Abkhazie (Géorgie). 300 délégués environ étaient présents. Tous les discours ont été traduits en abkhazien et en turc. Un monument a été érigé sur le bord de la mer en l'honneur de l'expulsion des mencheviks. Tous les bâtiments étrangers dans le port ont hissé la drapeau rouge à l'occasion du Congrès.

— Toutes les localités de Russie se préparent à célébrer la journée de l'Internationale Communiste par des manifestations, séances solennelles, discours, accompagnés de grandioses samedis communistes.

— Le Conseil Supérieur d'Economie Nationale a monté deux expéditions pour étudier les provinces septentrionales, l'une dans les toundras de la Petchora, l'autre dans le cours inférieur de la rivière Odra. Ces régions possèdent d'immenses richesses naturelles, des troupeaux de rennes, une multitude de bêtes à fourrures, des pêcheries, des phoques, etc. Des mesures sont prises pour faire servir toutes ces ressources à la Russie Centrale.

AVIS AUX DELEGUES.

La Rédaction de „Moscou“ se proposant de faire paraître une série de courtes monographies sur les différents mouvements communistes du globe, prie les délégations des différents Partis de vouloir bien lui communiquer leurs manuscrits dans le plus bref délai.

Le Bureau de la Délégation du Parti Communiste Ouvrier Polonais annonce que son secrétaire le cam. Zbikowsky reçoit tous les jours de 10 à 13 et de 18 à 20 heures à l'hôtel „Luxe“, chambre N° 18.

A L'ETRANGER.

France.

Le congrès des cheminots français.

Paris, 4/6. (Radio.) Le congrès des cheminots français s'est poursuivi dans une certaine confusion, les extrémistes et les réformistes étant à peu près représentés en nombre égal. Jeudi soir les réformistes ont quitté le Congrès, en signe de protestation contre l'attitude de leurs adversaires.

La question orientale.

Londres, 3 juin. — Les journaux parisiens d'hier annoncent que Kemal-pacha aurait l'intention de venir à Paris personnellement pour discuter le problème oriental avec le gouvernement français. La presse française souligne que l'opinion publique en Angleterre réclame la convocation du Conseil Suprême aussitôt que possible pour traiter la question orientale. Le „Journal des Débats“ estime que le gouvernement français ne peut donner une réponse négative à cette demande. Quant à la position d'Angora, le correspondant parisien du „Manchester Guardian“ annonce: „C'est un fait bien connu que l'armée française en Syrie est dans une position critique. Il y a eu des combats très sévères entre les troupes françaises et les kémalistes. Ceci, combiné avec l'annulation par Angora de l'accord avec la France, amène à la conclusion que, quoique ces messieurs du Quai d'Orsay n'aiment pas à renoncer à leurs efforts pour traiter séparément avec Kemal-pacha, la diplomatie française devra en revenir à la coopération avec l'Angleterre par le Conseil Suprême.

La police a fait des perquisitions chez Frossard, Pioch, Lorient, Souvarine, Méric, Coen et autres militants communistes.

Angleterre.

Le nouveau titre du Ministre des Affaires Etrangères Britannique.

Horsea, 3 juin. (Radio.) — A l'occasion de l'anniversaire du roi d'Angleterre, le ministre des Affaires Etrangères, comte Curzon of Kedleston, a été élevé à la dignité de marquis.

Les capitalistes anglais et la Russie.

Londres, 3 juin. — Hier dans la Chambre des Communes un député demanda „si le gouvernement avait l'intention d'introduire ou d'appuyer des mesures législatives en faveur d'une reconnaissance de la monnaie russe, attendu surtout que bon nombre de sujets britanniques avaient placé leurs économies en argent et en valeurs russes et que maintenant, par suite de la dépréciation complète du rouble, ils se trouvent complètement ruinés. Le premier ministre répondit: „que le gouvernement n'a jamais en l'intention d'introduire ou d'appuyer une législation qui donnerait une valeur artificielle au papier-monnaie russe.

Les mineurs britanniques rejettent les propositions du Gouvernement.

Londres, 4 juin. Hier le comité exécutif des mineurs informa le gouvernement que tous les districts, sans exceptions, avaient rejeté ses dernières propositions. Les propriétaires des mines eux aussi donnèrent hier leur réponse aux conditions stipulées par le gouvernement. Ils acceptent l'arbitrage par une commission d'Etat, mais ils s'opposent à l'institution d'un fonds pour la distribution des profits et à la fixation des salaires sur une échelle nationale. — Le „Daily Herald“ dit: „Le premier ministre tâchera de connaître l'opinion des mineurs sur les conditions des propriétaires. Ce matin aura lieu une séance du comité exécutif des mineurs et l'on s'attend à ce que le premier y fasse envoyer une nouvelle communication.

Le lock-out dans l'industrie textile anglaise.

Londres, 4 juin. Les journaux annoncent un nouveau lock-out dans l'industrie cotonnière qui frappera 50.000 ouvriers. A la conférence de Manchester les patrons réclamèrent une réduction des salaires de 25%. Les représentants des ouvriers n'acceptaient qu'une réduction de 15% et, quand les patrons rejetèrent cette proposition, les ouvriers proposèrent de soumettre la question à un arbitrage impartial, ce qui fut également rejeté par les patrons. Alors les leaders des ouvriers proclamèrent la grève pour lundi. En commentant cette situation, le „Times“ écrit: „Le pays se trouve en face d'un arrêt complet de l'industrie qui est la seconde en importance parmi toutes les industries du pays“.

Allemagne.

Acquittement du capitaine Naumann.

Nauen, 5 juin. (Radio.) — Le capitaine Naumann, commandant du sous-marin allemand qui coula le bateau-hôpital anglais „Dover Castle“, a été acquitté par le Reichsgericht de Leipsig.

Les débats dans le Reichstag sur le programme du gouvernement.

Nauen, 4/6 (Radio.) — Les débats sur le programme du chancelier Wirth continuèrent hier. Les partis de la coalition se sont mis d'accord pour voter contre ce programme. Mais aussi le parti populaire allemand renoncera à son intention de proposer un ordre du jour spécial, puisqu'à présent il serait très désavantageux d'amener une crise.

Les indépendants allemands et le Cabinet de Wirth.

Honovre, 5 juin. (Radio.) La „Freiheit“ dit à Wirth que les socialistes indépendants, quoique prêts pour le moment à lui accorder leur appui, le regardent avec scepticisme et que la durée de leur appui ne dépendra que des résultats du travail du cabinet. — Le „Berliner Tageblatt“ demande que le nombre des partis sur lesquels le cabinet s'appuie soit augmenté vers la droite ou vers la gauche.

Haute-Silésie.

Nauen, 4 juin. (Radio.) — On apprend d'Oppeln que les insurgés sont très actifs sur tout le front. Ils ont occupé la ville de Pless, malgré la présence dans la ville d'un escadron français qui resta inactif.

Lyon, 4 juin. (Radio.) — Selon une information de l'agence Wolff, les troupes alliées ont réoccupé la ville de Pless. Le député qui fut fait prisonnier a été remis en liberté. — D'après la „Gazette de Voss“, les insurgés se sont emparés d'un transport de vivres, destiné aux troupes alliées et ont été poursuivis par les troupes françaises jusqu'à leur quartier général. L'ordre a été rétabli après échange de quelques coups de feu.

Lyon, 5 juin. (Radio.) — La haute commission interalliée a donné l'ordre à ses troupes de procéder à l'occupation d'une zone destinée à séparer les belligérants en Haute-Silésie. Les troupes interalliées ont commencé leur mouvement.

Pologne.

Les polonais ont rompu les pourparlers de Bruxelles. Un délai a été fixé pour répondre au projet de Hymans. Les lithuaniens ont répondu en acceptant la proposition, qui reconnaissait l'indépendance de leur pays avec Vilna pour capitale. Ils ont même accepté de conclure des traités avec la Pologne, tout en se refusant catégoriquement à une fédération avec elle. Les polonais ont répondu qu'ils étaient d'accord pour conclure des traités avec la Lithuanie à condition que cette dernière renonce à ses prétentions sur Vilna.

Hongrie.

Les Commissaires des Puissances ont remis au Gouvernement Hongrois une note exigeant la réorganisation complète de l'administration du pays. A la fin de juin arrivera à Budapest une Commission de rapatriement interalliée qui s'occupera d'étudier la situation politique et établira son contrôle financier sur la Hongrie. La Hongrie devra exécuter les exigences suivantes: 1) retraite du régent Horthy; 2) remplacement du Cabinet Bethlen par un Cabinet de coalition de tous les Partis; 3) élections sous le contrôle des alliés; 4) abolition de tous les corps de troupes non réguliers; 5) adoption d'une loi privant à jamais les Habsbourg de tout droit au trône.

Pays Scandinaves.

Grève des marins et des chauffeurs.

Karlsborg, le 3 juin. (Radio.) Le syndicat des marins et des chauffeurs suédois a proclamé la grève. L'accord entre les armateurs et le syndicat a expiré le 1er juin, et les armateurs demandent maintenant une diminution des salaires de 30%, tandis que les équipages des navires veulent travailler aux mêmes conditions qu'avant. Les armateurs ayant

refusé, la grève a été proclamée pour le 10 juin, l'accord stipulant un préavis d'une semaine. Des négociations sont en cours et on espère pouvoir régler le conflit.

Pays Baltiques.

En Lettonie, le Cabinet des Ministres a remis sa démission.

Le „Messenger de Lettonie“ annonce que beaucoup d'entrepreneurs étrangers ont l'intention d'ouvrir des magasins pour les marchandises en transit par la Lettonie pour la Russie Soviétiste.

Turquie.

Les intentions hostiles de l'Entente contre la Turquie.

Bordeaux, 5 juin. (Radio.) Le „Daily Express“ annonce que la flotte britannique se rassemblerait à Malte pour prendre part aux opérations que, selon le journal, les alliés entreprendraient pour soutenir les Grecs. L'Express“ va jusqu'à prétendre que la France pourrait s'associer à ces opérations.

Les Grecs ayant tenté une nouvelle offensive générale en Anatolie, au bout de deux jours de combats n'ont fait aucun progrès et ont subi des pertes considérables.

La Grèce par l'intermédiaire de turcs se trouvant à Rome a sondé le terrain pour un accord à l'amiable entre elle et les kémalistes sur la base des propositions de Londres. Les kémalistes exigent avant toute entrée en pourparlers la renonciation de la Grèce à la Thrace et à Smyrne.

L'attitude des Alliés envers Angora.

Londres, 4 juin. Aujourd'hui le „Daily Express“ a commencé une campagne contre celle que mènent depuis quelques jours le „Daily Telegraph“ et le „Morning Post“ en faveur de l'aide de l'Angleterre à la Grèce. Ledit journal écrit sur la première page en gros caractères: „La Grande Bretagne se trouve en face d'une nouvelle guerre imminente. La flotte britannique s'assemble à Malte en attendant les opérations navales et militaires des alliés contre la Turquie. La Grèce espère que les alliés l'aideront puissamment et immédiatement à devenir la puissance prédominante au Levant. La France avait conclu la paix avec les nationalistes, mais on croit qu'elle pourrait être amenée à se joindre aux opérations contre les Turcs, si Lloyd-George lui laisse la liberté d'action en Allemagne. Maintenant on veut s'assurer de la participation de l'Italie qui, jusqu'à présent, avait aidé les kémalistes, même jusqu'à leur envoyer des munitions. Il serait impossible d'obtenir son consentement immédiat. Néanmoins, on fait des efforts pour persuader l'Italie de la nécessité d'exercer une certaine influence sur l'opinion publique. Cela se voit par le torrent de propagande, venant du bureau officiel de la presse. — Mais toutes ces manœuvres sont vouées à la faillite. Le contribuable britannique regarde avec horreur la perspective d'une expédition qui lui causera une forte dépense. Peu lui importe la solution qui sera donnée à la question de Smyrne, l'essentiel est que ni les troupes britanniques ni l'argent des Anglais ne participent à cette affaire.

Perse.

Londres, 3 juin. — On annonce officiellement que les troupes anglaises ont évacué la partie Nord-Ouest de la Perse.

Palestine.

Londres, 4 juin. — Le „Times“ apprend que le commissaire britannique en Palestine Samuel, déclara que, vu la pénétration du bolchévisme en Palestine, tous les immigrants seraient à l'avenir soumis à une surveillance rigoureuse.

Extrême-Orient.

La contre-révolution en Sibirie Orientale.

Londres, 3 juin. Reuter apprend de Vladivostok, que le premier ministre du nouveau gouvernement du Pri-Amourie, Merkoulou, déclara que, puisque les masses n'acceptent pas l'autorité de Semenov, elle ne serait pas établie. Le correspondant ajoute que les leaders bolcheviks sont aux mains des Japonais et que la ville de Grodekovo a déclaré son adhésion au nouveau gouvernement.

REVUE DE LA PRESSE ETRANGERE.

France.

L'expulsion de Léon Aron.

„L'Humanité“ du 23 mai écrit: „Jamais les étrangers n'ont été plus lâchement persécutés qu'en France. Les étrangers pauvres, s'entend, car pour les autres la vieille galanterie française n'a pas cessé d'avoir cours.

Les expulsions s'abattent dru comme grêle sur ceux qu'on soupçonne de communisme. Ces jours derniers, notre bon camarade Léon Aron, comptable, secrétaire du groupe communiste roumain et membre de la IIe Section de la Fédération de la Seine, a été reconduit à la frontière.

L'expulsion avait été prononcée à la fin de Mars, mais Aron avait pu, pour mettre ordre à ses affaires, bénéficier d'un sursis de quelques jours. Le sursis expiré il avait cru, sa femme étant souffrante, prolonger son séjour de quatre jours. Il fut, pour infraction à un arrêté d'expulsion, condamné à un mois de prison.

Aron nous quitte, regretté de tous ceux aux côtés desquels il a lutté. Nos vœux l'accompagnent là où le caprice de la contre-révolution européenne lui permettra de résider.

La coopération communiste.

Le secrétaire du Comité des coopératives communistes françaises A. Henriet analyse le rôle des coopératives russes dit:

„...Il semble que l'utilisation de l'organisation coopérative par la République des Soviets, qui a passé par tant de transitions, en est arrivée à son point de stabilité; il nous reste donc à déterminer comment l'expérience russe peut nous servir et quelles modifications nous devons imposer aux coopératives françaises, afin qu'elles puissent chez nous aussi, prendre en mains l'échange de tous les produits et leur distribution, dans la société communiste“.

(„Humanité“ du 24 mai.)

Angleterre.

Les Kémalistes et l'Entente.

Le „Times“ voit dans les événements d'Egypte le résultat des intrigues kémalistes, et dans le changement d'attitude du Gouvernement d'Angora à l'égard de l'Entente, celui des manœuvres des bolchéviks. L'Orient s'agite, et l'Angleterre suit non sans angoisse les progrès de la conflagration intestine qui s'étend du cœur de son domaine colonial sur les pays musulmans voisins. „Le „Times“ écrit:

„D'après l'impression que laisse la lecture des journaux d'Angora, on peut conclure que le nouveau cabinet nationaliste est décidé à suivre une politique extrémiste. Le fait que le nouveau ministre des Affaires Etrangères, Yousuf-Kemal-Bey, se trouve actuellement à Moscou comme chef de la Délégation Kémaliste, est interprété comme un indice du raffermissement de l'accord conclu entre les nationalistes turcs et les bolchéviks.

„Le Yeni Cun“ du 11 mai publie un intéressant article de Younous Nadi, membre de la délégation kémaliste à Londres il y discute la question de savoir si la Turquie doit adopter une politique orientale ou bien une politique occidentale. L'auteur se propose en faveur de la première. L'Angleterre, écrit-il, est l'ennemie jurée de la Turquie. La France et l'Italie ne font que simuler de la sympathie pour Angora. Mais les troubles sociaux, les difficultés financières, les antagonismes internatinnaux ne permettront pas aux puissances occidentales d'employer la force contre la Turquie, et le Gouvernement d'Angora sera bien avisé de chercher à établir des rapports amicaux avec le Gouvernement des Soviets, qui fait preuve d'un „désintéressement insigne“, et avec les Etats musulmans voisins de la Turquie.

On dit ici que les contre-propositions des nationalistes qui seront exposées au général Gouraud contiennent une demande de cession à la Turquie du port d'Alexandrette et de tout le littoral jusqu'à Latakia. Il n'est pas probable que la France accepte de faire une telle cession, qui rendrait sa position en Syrie très difficile.

Où est le salut?

Au moment où l'Empire Britannique se disloque, au moment où la paix a déserté la métropole aussi bien que ses nombreuses colonies, toute une série de problèmes internationaux les plus compliqués et les plus embrouillés se dressent menaçants devant la „triomphatrice“. Quelle est l'issue? Mobiliser? Contre qui? Contre le Japon? Ou contre l'Amérique?

Ou bien peut être contre la Russie des Soviets? Le général Smuts tente actuellement de former une alliance étroitement des loups et des chacals de l'impérialisme mondial. Le „Manchester Guardian“ définit ainsi des questions qui d'après le général Smuts devront être résolues par la conférence d'Empire qui aura lieu au mois de juin à Londres:

„Les trois questions principales qui sont à l'ordre du jour de la conférence d'Empire des Dominions c'est-à-dire la politique étrangère, le renouvellement de l'alliance japonaise et les mesures à prendre pour la défense de l'Empire, ne sont à proprement parler que les différentes parties d'un même programme au sujet duquel il faut se prononcer avec netteté le plus vite possible. Les mesures de défense impliquent un ennemi potentiel, contre lequel doivent être prises des précautions. Le parlement canadien semble craindre que si l'alliance de l'Angleterre avec le Japon est renouvelée, ce qui ne manquera pas d'avoir lieu en Juillet, l'Amérique y verra un défi, et une mobilisation américaine en sera l'inévitable conséquence. L'Australie d'autre part semble opiner pour l'opinion que l'alliance anglo-japonaise est le meilleur moyen de garantir la paix du Pacifique. Mais Mr. Hughes tout comme le représentant du Canada insistent que la sécurité de la situation au Pacifique ne peut en aucune façon être atteinte par une mesure qui risque d'aliéner à l'Angleterre l'Amérique...“

Italie.

Après les élections.

L'„Ordine Nuovo“ du 24 mai écrit: „Tout le monde se félicite et célèbre son triomphe. Toutes les voix se déclarent enchantées du résultat de la foire électorale. Nous seuls n'ajoutons pas notre écho ni d'un côté ni de l'autre. La lutte électorale a été pour nous suffisamment ennuyeuse et fatigante. Nous n'estimons ni importante ni décisive une activité qui ne vise qu'à magnifier les hommes et les partis, ce que nous voulons c'est éprouver les hommes au travail effectif, sans phrases ronflantes, sans chaires et sans autels.“

La campagne électorale, que tout le monde a reconnue comme une stupide moquerie, s'est néanmoins terminée par un épilogue triomphal. La sottise a suscité un véritable enthousiasme chez tous ceux qui se figurent vainqueurs. En réalité il n'y a là aucune espèce de victoire, et surtout pas chez ceux qui la fêtent avec tant de bruit.

Ce n'est pas là un paradoxe. Les élections avaient été préparées par l'équilibre fasciste. Toute la période électorale a été tout entière infectée de la névrose patriotique.

Les agressions contre les organisations les incendies, les pillages, les arrestations, les coups, n'ont fait que se succéder. Cette période de terreur, comme il arrive dans toutes les révolutions sociales, a bouleversé tout le monde et changé toutes les situations. Nous assistons aujourd'hui à une révision des valeurs fascistes de la part de ceux qui les soutenaient, les inspiraient et les vantaient.

Les républicains rivalisaient avec eux d'affection pour l'Italie. Les autres partis, y compris le parti populaire, sont tombés tous dans la marmite patriotique. Il a suffi d'un drapeau tricolore pendu à une fenêtre pour calmer la première attaque de la maladie fasciste.

Voilà comment se sont faites les élections. Aucun programme chez personne, même dans le Gouvernement, qui s'estimait content parce que la nouvelle chambre avait promis de réformer le droit électoral.

Nous n'étions aucunement intéressés à attirer à nous la foule électorale par la promesse de quelques miracles.

Le programme était dans la nature même des choses. La bourgeoisie a fêté ses massacres pour arrêter le progrès du mouvement prolétarien. Nous n'avions qu'à répondre sans hésiter à la violence par la violence.

Autre début de crise.

L'Italie et la Yougo-Slavie qui ont signé il y a quelques mois, l'accord de Rapallo, sont loin de vivre en bons termes.

L'entrée de plusieurs slovènes irrédentistes (c'est-à-dire de députés de l'Istrie favorables au gouvernement de Belgrade) dans le Parlement italien crée une situation nouvelle. Dorsormais c'est officiellement que se manifestera une opposition jusqu'ici plus contenue. Ces députés slovènes, par la force des choses, s'associeront d'ailleurs aux députés allemands qu'a élus le Tyrol du Sud.

Les événements sanglants de Fiume, où s'entregorgent les Italiens et les Croates de même race que les Slovènes,—compliqueront les rapports entre l'Italie et la Yougo-Slavie. Les facteurs nationalistes dans les deux pays,—s'agitent d'ailleurs avec véhémence. Le problème de l'Adria-

tique, qui faillit engendrer une guerre, n'a pas été liquidé à leur gré. Les annexionnistes Yougo-Slaves voulaient l'Istrie et les impérialistes italiens revendiquaient Fiume.

Il est à remarquer—car au milieu de la crise germano-alliée cet épisode passa presque inaperçu—que l'exécution du traité de Rapallo a été suspendue. Les troupes italiennes n'ont pas procédé aux évacuations prévues au profit des Yougo-Slaves et les pourparlers commerciaux ont été rompus.

L'Italie multiplie les griefs, contre le gouvernement de Belgrade qui, dit-elle, paralyse ses échanges et moleste les Italiens d'origine sur le littoral dalmate, à Spalata en particulier.

La Yougo-Slavie, de son côté, accuse le gouvernement de Rome de manquer à sa parole en refusant de lui livrer Port-Bacos, l'une des annexes de Fiume, et en soutenant au Montenegro la descendance du roi des montagns Nicolas Ier.

Bref, on en est presque revenu à la période qui précéda l'acte de Rapallo et la présence de trente fascistes—admirateurs de d'Annunzio—au Parlement Italien ne facilitera pas la solution du litige.

La querelle de l'Adriatique, mettant aux prises des intérêts capitalistes et des expansionnistes militants, n'est pas tranchée. Elle peut encore intervenir comme un élément important dans la crise politique générale.

Le désarmement de l'Orgesch et la politique allemande.

Comme toutes les institutions contre-révolutionnaires d'Allemagne, l'Einwohnerwehr (garde nationale) bavaroise a été, peut-on dire, tenue sur les fonts baptismaux par les social-démocrates de droite. Ce fut un spectacle on ne peut plus réjouissant, lorsque au mois de mars, pendant la discussion de la question du désarmement au Reichstag, le social-démocrate Gruber fit des révélations sur l'action contre-révolutionnaire de l'Orgesch et lorsqu'un démocrate bavarois lui fit remarquer là-dessus que c'était le président du Conseil social-démocrate Hofmann qui, après la chute de la République des Soviets de Munich, avait exigé avec le plus d'énergie la création des gardes nationales. A l'heure actuelle, les social-patriotes se lamentent avec ostentation au sujet du régime „de l'ordre“ bavarois, d'abord sans doute parce que leur crainte d'un conflit avec l'Entente est plus grande que leur courage, et puis aussi parce que sans doute leurs membres ont été évincés de l'Einwohnerwehr, et remplacés par des éléments bourgeois.

Après la question de savoir comment l'Allemagne peut arriver à exprimer du prolétariat allemand les milliards, exigés par la France, c'est certainement la question du désarmement de l'Orgesch qui occupe la première place dans la politique allemande. Et ce n'est pas tout, les bandes armées du Gouvernement de Kahr, venu au pouvoir grâce au putsch de Kapp, sont un facteur important de la politique internationale. Ils agissent actuellement en Haute-Silésie et demain, quant les intérêts de la bourgeoisie l'exigeront, devenus les noyaux de l'armée blanche, ils marcheront contre la Russie des Soviets. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici que la France a déjà une fois fourni un effort considérable en vue de séparer la barrière du Reich allemand pour l'inclure dans une chaîne de petits Etats pour la plupart alliés à France et qui pourraient le jour venu servir de tampon entre celle-ci et la Russie des Soviets. C'est ce qui explique pourquoi certains éminents généraux français ont écrit à plusieurs reprises que la France pouvait en toute tranquillité considérer les armements de la contre-révolution bavaroise. Les mesures de coercition prises par la France n'eurent pas les effets qu'on en attendait, et la politique française eut comme but principal l'affaiblissement de l'Allemagne, la préparation de l'occupation du bassin de la Ruhr et la débilitation de l'industrie allemande. La conservation de l'Einwohnerwehr bavaroise fournit à la France le prétexte de nouvelles représailles et à l'Allemagne de nouvelles difficultés.

L'acceptation par l'Allemagne de l'ultimatum des puissances a préparé à ce jeu ambigu une fin imminente. Le Gouvernement Allemand actuel s'escrimera pendant un certain temps à la solution du problème insoluble que c'est de vouloir remplir les exigences de la Commission des Réparations, elle augmentera d'une façon effroyable le joug économique subi par le prolétariat allemand, elle hâtera la ruine économique et, de ce fait, la réalisation des prémisses d'un nouveau profond et vaste mouvement révolutionnaire en Allemagne. Dans une telle situation, le désarmement de l'Orgesch est pour un gouvernement bour-

geois un problème quasi insoluble. Le désarmement sera une comédie, comme il l'a été jusqu'à présent. Et après? Est-ce que la France entreprendra une campagne allemande pour désarmer l'Orgesch de ses propres mains.

Il est beaucoup plus plausible que la contre-révolution allemande cherche à faire légaliser l'Orgesch par la France, c'est-à-dire à recommander l'Orgesch en guise de troupe de choc de la contre-révolution contre le prolétariat allemand et la Russie des Soviets. Une semblable politique est défendue par l'une des fractions les plus influentes de la bourgeoisie allemande. Ludendorff et le général Hoffmann, ce larbin de Brest-Litovsk, abondent dans ce sens. Jusqu'à présent ils n'ont pas trouvé d'écho, mais il peut en être autrement à l'avenir.

La bourgeoisie française commence à craindre qu'elle n'aura plus sa part du gâteau russe. L'Angleterre et l'Allemagne ont conclu des accords commerciaux avec la Russie des Soviets, l'Amérique a acquis des concessions. La France n'a pas envie de laisser s'envoler en fumée les milliards prêtés à la Russie tsariste.

Ce n'est pas pour rien que les contre-révolutionnaires russes fomentent des conspirations à Paris, à Berlin et à Munich. La bourgeoisie qui deux ans durant avait mis à prix la tête du bolchevik Axelrod, invite maintenant en Bavière des conférences entières de contre-révolutionnaires russes. Il est très probable que de nouveau sera rétabli entre Munich et Paris le lien qui avait été brisé l'été dernier. Marcher contre la révolution russe, c'est une aventure qui convient parfaitement aux officiers sans emploi et aux troupiers de l'Orgesch.

Le prolétariat allemand voit venir le danger, et il ne se croiera pas les bras. Une nouvelle aventure tentée contre la Russie des Soviets signifierait une guerre civile générale bouleversant toute l'Allemagne et le désarmement de l'Orgesch opéré par le prolétariat révolutionnaire.

JUVENIS.

Mouvement Professionnel International.

Les Cheminots lettons pour Moscou.

L'Assemblée plénière des syndicats de cheminots a pris la décision d'adhérer au Conseil International des Syndicats Rouges de Moscou.

Les soldats russes en Poméranie.

Le Syndicat des Fermiers a adressé dernièrement une note au Ministère du Travail pour demander l'envoi en Poméranie de 10.000 Russes pour les travaux des champs. Il s'agit de soldats de l'armée rouge internés sur le territoire allemand. Malgré toute leur haine contre les bolchéviks les agrariens sont avides d'utiliser ces soldats rouges dont le travail sera moins payé que celui des ouvriers indigènes. Les Junkers espèrent par ce moyen amener une diminution des salaires dans le pays.

Le Congrès des Syndicats Suedois.

Le 31 mars, s'est tenu à Stockholm le Congrès des Syndicats Rouges de Suède. Le Congrès s'est prononcé pour la politique de la III^{ème} Internationale et a voté une résolution d'adhésion au Conseil International des Syndicats Rouges. Il demeure en contact avec le parti communiste suédois.

La C. G. T. d'Espagne.

Le 21 avril à Barcelone, s'est réunie l'Assemblée plénière de la Confédération Générale du Travail avec les délégués des provinces. La question des répressions sauvages exercées dans ces derniers temps par le gouvernement et les fabricants a soulevé de vives discussions. Des débats non moins ardents s'engagèrent à propos de l'Internationale Syndicale. Des résolutions ont été adoptées qui, paraît-il ne peuvent pas être rendues publiques pour le moment.

Les rapports des délégués provinciaux ont porté en général un caractère optimiste. Les organisations ouvrières restent les fidèles défenseurs du syndicalisme révolutionnaire. Les délégués ont la ferme conviction que la lutte contre le capitalisme continuera jusqu'à la victoire complète du prolétariat.

Les syndicats russes.

Le dernier Congrès Panrusse des Syndicats comprenait 3.105 délégués, dont 2.357 avec voix délibérative et 748 avec voix consultative.

D'après des calculs préliminaires, ils représentaient 8.485.000 syndiqués.

Au Congrès étaient représentés 10 Républiques autonomes, 3 territoires nationaux, 66 provinces.

Le précédent Congrès ne comptait que 1.568 membres.

Dans les précédents Congrès l'opposition était assez fortement représentée, en la personne des tenants de l'„indépendance“ du mouvement syndical. Le dernier Congrès au contraire ne comprenait que 17,7% de sans-parti (555 membres) et 14 voix seulement ont voté contre les thèses sur la mission et le rôle des syndicats qui ont été finalement adoptées.

EN RUSSIE.

— Pendant la dernière quinzaine le rendement des chantiers de construction navale de Sébastopol a augmenté de 90%. Du 1^{er} avril au 15 mai quatre vapeurs ont été sortis de réparation capitale, huit de réparation moyenne et 12 de petite réparation. On a terminé d'urgence la mise en état d'un torpilleur.

— A Kertch en 6 jours l'énergie électrique a été installée dans une fabrique de pâtes alimentaires dont le rendement a augmenté aussitôt de 25%.

— A Baidary, district de Sébastopol un Congrès Paysan a adressé au Commissariat de l'Agriculture un télégramme de gratitude en faveur de la classe paysanne.

— Le Comité Révolutionnaire géorgien a délivré aux artistes et savants du pays des secours variant entre 100 et 200.000 roubles.

— A Balta la Ligue de la Jeunesse Communiste prend une part active à tous les travaux techniques et à la réparation du matériel roulant.

— Depuis le premier janvier jusqu'au premier mai, il est arrivé en Russie par Hambourg plus de 3 millions de pouds de marchandises diverses. Sur ce nombre on compte 1.138 wagons de machines agricoles, 770 de produits alimentaires, 24 de papier, 316 de chaussures, 203 de draps, 119 de bandages pour locomotives, 127 de cuir, 66 d'engrais artificiels, 115 de semences, 20 de bottes en caoutchouc, etc.

La direction des fabriques de tabac de Pétrograd a reçu ordre de fabriquer chaque mois pour l'exportation 15 millions de cigarettes. La fabrique de cigares est invitée à fournir un million de pièces.

— Le 29 mai est arrivé de Stettin le transport allemand „Adler“ portant un convoi de 507 prisonniers de guerre.

— A Pétrograd le Comité de secours aux soldats malades et blessés, organise dans le district de Novo-Ladoga une maison de repos.

— Sur le réseau du Sud-Ouest on se prépare activement à faire un samedi communiste de travail en l'honneur du III^{ème} Congrès de l'Internationale.

— Le Comité Central de la Fédération du Sous-Sol a décidé d'annoncer par radio à tous les mineurs de Russie un samedi communiste de travail dont le produit sera versé aux mineurs anglais.

— D'après le Bureau Central du Naphte, Grozny a donné en 1920 47 millions de pouds. Ce chiffre dépasse la production de 1919 et atteint presque celle de 1918. En 1921 le programme porte 120 millions de pouds, chiffre supérieur à celui de 1916 (102 millions) et même à 1917, année record (107 millions). Dans le premier quart de 1921 le programme a été accompli de la façon suivante: janvier 36,6%, février 19,8%, mars 67%. Ainsi la production a constamment augmenté de janvier à mars. Pour augmenter le rendement et la faculté de travail des ouvriers et des employés, la direction des entreprises pétrolières a commencé la remise en état des logements. L'armée du travail du Caucase a ainsi réparé une énorme surface habitable. Le manque de matériaux et de main d'œuvre se fait malheureusement sentir. D'autre part on organise énergiquement l'électrification.

— Vu que beaucoup de sucreries se trouvent à proximité de gisements de tourbe, le Comité Central des travailleurs du sucre a organisé auprès du Bureau Central une commission de spécialistes pour étudier l'électrification de l'industrie sucrière.

— Dans la province de Pétrograd la saison des tourbières bat son plein. Plus de cent équipes d'ouvriers sont occupées. On travaille à la main et à la machine. Plusieurs exploitations sont électrifiées. Le rendement journalier a été porté à 150.000 pouds. Le plan de 9 millions de pouds sera certainement dépassé.